Image not found or type unknown

Sabotage de la filière nucléaire française par les allemands

Description

En juin 2023, l'école de guerre économique publie un rapport d'alerte sur les techniques d'influence mises en œuvre par des fondations allemandes gérées par des écologistes et des militants d'extrême gauche. Ces acteurs de la société civile allemande poursuivent le travail de sape entamé outre- Rhin depuis des années.

Ce rapport s'appuie également sur le rapport d' investigation *"Comment l' Allemagne finance l'affaiblissement du secteur nucléaire français »*, du Comité d' Intelligence Stratégique pour la Souveraineté.

L' Allemagne, par le biais de ses fondations politiques, interfère dans les affaires politiques et économiques de ses partenaires étrangers, notamment celles de la France.

Grâce au soft- power qu'elles déploient à l'étranger, ces fondations préparent le terrain pour une coopération plus officielle, font de la propagation idéologique, façonnent les élites socio- politiques locales.

Afin d'affaiblir l'industrialisation et l'économie française en général, et assurer sa propre hégémonie dans ces domaines au niveau européen, l'Allemagne déstabilise la filière nucléaire française par le verrouillage des institutions européennes, la pression constante exercée sur la politique européenne et la pratique d'un encerclement sur le territoire français.

Deux fondations œuvrent directement au ralentissement du développement de l'atome en France : Les fondations Heinrich Bôll et Rosa Luxemburg.

La plupart des financements de ces fondations politiques proviennent du gouvernement fédéral, mais Berlin est parfois le commanditaire direct de leurs actions.

En 2011, après la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima, l' Allemagne décide l'arrêt anticipé et définitif du nucléaire. L'une des conséquences de cette orientation est le recours massif au gaz fossile, qui provenait essentiellement de Russie.

En dépit du conflit en Ukraine, et de l'arret de l'approvisionnement russe, cette orientation ne se dément pas et l'Allemagne continue d'investir dans des centrales électriques au gaz et au charbon, et de développer sa capacité d'importation.

Par son rôle stratégique et la distribution de gaz à l'échelle européenne, l'Allemagne cherche à se positionner comme véritable hub gazier du continent.

Ceci explique l'intérêt de l'Allemagne à défendre le gaz fossile comme énergie de transition, et à refuser le qualificatif « vert » à l'hydrogène produit à partir d'électricité nucléaire.

Afin d' assurer la suprématie de son modèle énergétique et le succès de ses mesures nationales, Berlin entend modeler la politique européenne de l'énergie selon ses intérêts nationaux.

L'enjeu, pour l'Allemagne, réside dans sa capacité à influencer les instances décisionnelles européennes, afin de pérenniser son modèle énergétique.

Cette posture offensive allemande s'illustre par le biais de différentes actions hybrides, essentiellement à travers un long travail d' influence pour assurer le soutien financier de son modèle de production d'énergie électrique (éolien et solaire), tout en excluant des subventions européennes ses partenaires européens pro- nucléaires.

Pour servir ses intérêts, l'Allemagne s'appuie sur son important réseau de lobbying, exerce une pression constante sur les partis représentés au Parlement Européen et sur la Commission Européenne.

Afin de diversifier ses modes d'action, elle s'appuie également sur ses fondations politiques, notamment la Heinrich Bôll Stiftung, affiliée au parti Les Verts, et la fondation Rosa Luxemburg, proche du parti de gauche "Die Linke".

Ces pratiques offensives placent la France dans une position délicate, entre volonté d'union de l'Europe, et protection de son indépendance stratégique.

N'ayant de fondation que le nom, ces entités font office de relais entre le gouvernement allemand et la population, afin de la sensibiliser et de la manipuler aux opérations du moment.

Ces fondations mènent des stratégies d'influence à la fois directes et indirectes, en Allemagne comme à l'étranger, notamment en France.

Pour l'Allemagne, il est inconcevable de laisser un de ses principaux rivaux, en l'occurrence l'industrie française, jouir d'une énergie nucléaire bon marché et des avantages compétitifs qui en découlent. L' Allemagne s'ingénie donc à nuire à la filière nucléaire française en vue de priver la France de son principal atout dans la compétition économique que se livrent les deux pays.

La fondation Heinrich Bôll, établie à Paris, s'emploie à diffuser différents documents, atlas de l'énergie, rapport sur les déchets nucléaires, dossiers sur les réacteurs nucléaires en France, et renforce ses liens avec les sphères politiques et associatives françaises.

Parmi ces stratégies d'influence, la fondation finance par exemple le Réseau Action Climat, composé

de 27 associations nationales, de 10 associations locales, dont *Greenpeace- France,* les *Amis de la Terre,* et le réseau *Sortir du Nucléaire.*

Le financement de ces structures permet à la fondation de réaliser des actions militantes par associations interposées, les relais utilisés permettant de réaliser des actions » coup de poing », à fort impact médiatique.

Quant à la fondation Rosa Luxemburg, elle mène des actions parfois extrêmement virulentes contre l'industrie nucléaire française. Ses documents assimilent le modèle d'exploitation de l'uranium à un vestige de la Françafrique, et accusent le gouvernement français de s'enrichir sur le compte du Niger, tout en orchestrant une catastrophe écologique, humaine et sociale dans le pays.

Outre sa nuisance à la compétitivité économique de la France, la fondation Rosa Luxemburg entend porter atteinte aux intérêts français en Afrique et remettre en question la légitimité de la présence française en Afrique.

Le financement par l' Etat fédéral allemand de tels documents constitue indiscutablement une contribution de Berlin aux manœuvres d'affaiblissement de la filière nucléaire française.

Une mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives des fondations politiques étrangères doit être créée afin de délimiter les contours des actions de ces fondations en France.

L'idée est lancée: la France se saisira-t-elle de ce sujet ?

Comme le dit fort justement Alain Juillet, ancien directeur de la DGSE, *» Comment peut- on admettre que le gouvernement allemand finance de telles campagnes de sabotage contre le nucléaire français? »*

Chanoine

Categorie

1. Économie

date créée
26 décembre 2023